Numéros des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
	F. Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	61, f	9 décembre 1991	83
46/38	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (A/46/675)			
	A. Rapport de la Commission du désarmement	62, a	6 décembre 1991	84
	B. Programme global de désarmement	62, g	6 décembre 1991	84
	C. Rapport de la Conférence du désarmement	62, b	6 décembre 1991	85
	D. Transfert des techniques de pointe ayant des applications militaires	62, a	6 décembre 1991	85
46/39	Armement nucléaire d'Israël (A/46/676)	63	6 décembre 1991	86
46/40	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (A/46/677)	64	6 décembre 1991	86
46/41	Question de l'Antarctique (A/46/679)			
	Résolution A	66	6 décembre 1991	87
	Résolution B	66	6 décembre 1991	88
46/42	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (A/46/680)	67	6 décembre 1991	89
46/49	Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (A/46/678)	65	9 décembre 1991	90

46/25. Transparence des dépenses militaires

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/142 B du 12 décembre 1980, qui a défini le système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires,

Notant que, depuis lors, un certain nombre d'Etats Membres appartenant à des régions géographiques différentes ont volontairement présenté des rapports sur leurs dépenses militaires,

Remerciant le Secrétaire général d'avoir transmis aux Etats Membres les rapports sur les dépenses militaires,

Se félicitant que les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe aient décidé, comme il ressort du Document de Vienne de 1990 relatif aux négociations sur les mesures de confiance et de sécurité, d'échanger chaque année des informations concernant leurs budgets militaires, sur la base des catégories du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés,

Se félicitant également des progrès qui ont été réalisés récemment en matière de limitation des armements et de désarmement et qui, à long terme, aboutiront à des réductions appréciables des dépenses militaires,

Convaincue que la fin de l'affrontement Est-Ouest et l'amélioration des relations internationales qui en est résultée constituent une base solide qui devrait permettre de renforcer l'ouverture et la transparence sur toutes les questions d'ordre militaire,

Soulignant qu'un courant et un échange d'informations accrus sur les dépenses militaires rendront plus prévisibles les activités militaires, ce qui consolidera la paix et la sécurité internationales sur les plans mondial et régional,

Rappelant que la Commission du désarmement, pour assurer l'objectivité de l'information en matière militaire, met actuellement au point des principes, des mécanismes

et des directives visant à renforcer l'ouverture et la transparence en matière militaire, budgets militaires y compris,

1. *Demande* à tous les Etats Membres d'appliquer le système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, adopté par l'Assemblée générale;

2. *Encourage* la Commission du désarmement à achever en 1992 ses travaux sur l'objectivité de l'information en matière militaire;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session une question intitulée « Transparence des dépenses militaires ».

65^e séance plénière
6 décembre 1991

46/26. Respect des accords de limitation des armements et de désarmement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 44/122 du 15 décembre 1989,

Sachant que tous les Etats Membres ont le souci constant d'assurer le respect des droits et obligations découlant des traités et autres sources du droit international,

Convaincue que l'observation de la Charte des Nations Unies, des traités pertinents et autres sources du droit international est essentielle au renforcement de la sécurité internationale,

Consciente, en particulier, qu'il est indispensable d'appliquer intégralement et d'observer strictement les accords de limitation des armements et de désarmement si l'on veut renforcer la sécurité des nations et de la communauté internationale,

Soulignant que toute violation de ces accords non seulement est préjudiciable à la sécurité des Etats parties mais peut aussi comporter des risques pour la sécurité d'autres